



RCS : AGEN

Code greffe : 4701

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de AGEN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1988 B 60076

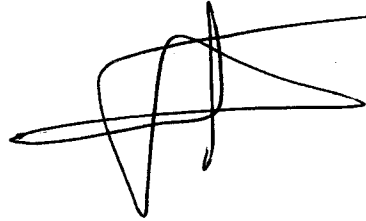
Numéro SIREN : 347 410 011

Nom ou dénomination : GIFI

Ce dépôt a été enregistré le 19/04/2017 sous le numéro de dépôt 1655

B.1655
19/04/17
GREFFE
DU TRIBUNAL de COMMERCE
47000 AGEN

 CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL

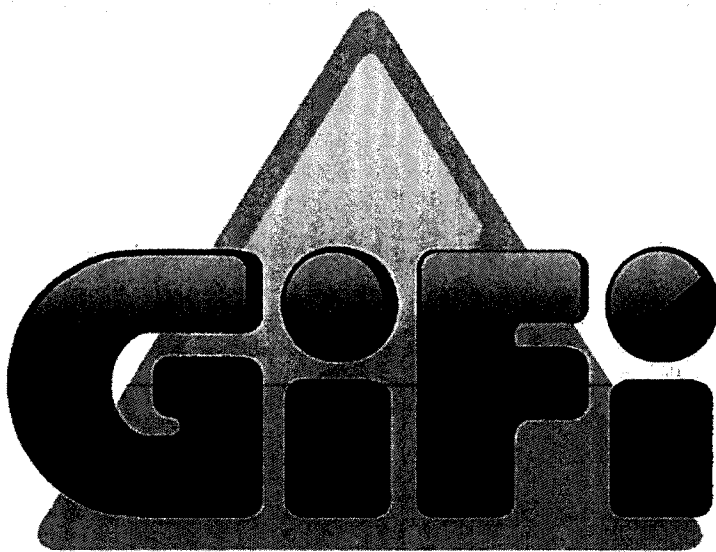


GIFI

ZI LA BOULBENE

47300 VILLENEUVE SUR LOT

Comptes au 30/09/2016



des idées de Génie !

Handwritten text, possibly a signature or initials, located in the upper left quadrant of the page.

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	30/09/2016	30/09/2015
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	17 315 686	12 313 202	5 002 483	1 693 071
Fonds commercial	48 980 887		48 980 887	48 980 887
Autres immobilisations incorporelles	2 211 649		2 211 649	1 342 602
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	183 585	177 103	6 482	8 101
Autres immobilisations corporelles	27 939 812	21 223 035	6 716 777	5 641 044
Immobilisations en cours	546 214		546 214	1 281 200
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	285 442 899	31 803 482	253 639 417	228 048 832
Créances rattachées à des participations	11 384 821	9 468 818	1 916 003	541 524
Autres titres immobilisés	433		433	433
Prêts	37 445		37 445	43 822
Autres immobilisations financières	13 527		13 527	17 527
ACTIF IMMOBILISE	394 056 963	74 985 641	319 071 322	287 599 048
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	3 010 909	301 090	2 709 818	2 622 009
Avances et acomptes versés sur commandes	69 520		69 520	183 446
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	33 779 566	4 475 265	29 304 300	38 674 680
Autres créances	242 847 966		242 847 966	145 002 009
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				3
(dont actions propres :)				
Disponibilités	58 991 032		58 991 032	37 779 692
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 480 029		1 480 029	1 825 094
ACTIF CIRCULANT	340 179 025	4 776 356	335 402 668	226 086 936
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	734 235 988	79 761 997	654 473 991	513 685 984

Rubriques		30/09/2016	30/09/2015
Capital social ou individuel (dont versé :	42 180 740)	42 180 740	42 180 740
Primes d'émission, de fusion, d'apport		13 530 554	13 530 554
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		4 476 151	4 476 151
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	25 891	25 891
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	329 762 778	298 588 647
Report à nouveau			
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		73 466 460	46 681 756
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		34 889	
CAPITAUX PROPRES		463 477 466	405 483 741
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		33 768 612	50 970 688
Provisions pour charges			
PROVISIONS		33 768 612	50 970 688
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		50 139 080	23 769 818
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	79 043 693	1 104 266
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			6 200
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		10 418 143	12 700 841
Dettes fiscales et sociales		6 221 670	18 159 932
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 202 326	1 226 860
Autres dettes		9 202 996	263 635
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance			
DETTES		157 227 911	57 231 554
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL		654 473 991	513 685 984

Compte de résultat

Déclaration au 30/09/2016

Rubriques	France	Exportation	30/09/2016	30/09/2015
Ventes de marchandises	18 232 070	83 400	18 315 471	17 783 057
Production vendue de biens				
Production vendue de services	130 230 802	1 023 325	131 254 128	132 976 492
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	148 462 873	1 106 725	149 569 599	150 759 549
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			4 543	3 037
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			15 468 289	3 490 203
Autres produits			21 152 325	19 699 898
PRODUITS D'EXPLOITATION			186 194 758	173 952 688
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			15 528 404	14 903 863
Variation de stock (marchandises)			-97 566	824 715
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				9 997
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			69 952 619	63 131 202
Impôts, taxes et versements assimilés			2 200 683	2 208 329
Salaires et traitements			11 905 058	11 608 163
Charges sociales			4 807 254	4 754 208
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			4 788 008	4 240 177
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			630 538	1 443 419
Dotations aux provisions			714 843	1 484 071
Autres charges			1 003 247	432 851
CHARGES D'EXPLOITATION			111 433 093	105 041 000
RESULTAT D'EXPLOITATION			74 761 664	68 911 688
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			20 303 394	1 287 074
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			2	674
Autres intérêts et produits assimilés			909 099	814 376
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			1 208 210	562 090
Différences positives de change			1 151	16 081 790
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			164 373	90 369
PRODUITS FINANCIERS			22 586 233	18 836 375
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			268 381	7 366 314
Intérêts et charges assimilées			332 415	525 094
Différences négatives de change			1 039	259
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			47 535	675 178
CHARGES FINANCIERES			649 371	8 566 846
RESULTAT FINANCIER			21 936 861	10 269 529
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			96 698 526	79 181 218

Rubriques	30/09/2016	30/09/2015
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	62 291	81 879
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	3 011 511	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 073 802	81 879
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	878	1 402
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	279 436	710 687
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	34 889	2 338 906
CHARGES EXCEPTIONNELLES	315 204	3 050 996
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2 758 598	-2 969 117
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	1 581 650	1 835 684
Impôts sur les bénéfices	24 409 014	27 694 661
TOTAL DES PRODUITS	211 854 794	192 870 944
TOTAL DES CHARGES	138 388 333	146 189 188
BENEFICE OU PERTE	73 466 460	46 681 756

Note 1. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du code de commerce (c. com. art. L. 123-12 à L. 123-28-2. et R. 123-172 et R. 123-208).

Les comptes annuels ont été élaborés et présentés conformément aux principes et méthodes définis par le règlement ANC 2014-03, homologué par l'arrêté du 8 septembre 2014.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation ;
- Permanence des méthodes ;
- Principe de non-compensation ;
- Principe de prudence ;
- Indépendance des exercices.

Les éléments inscrits en comptabilité ont été évalués selon la méthode du coût historique.

Les principales méthodes d'évaluation utilisées sont les suivantes :

Note 1.01. Immobilisations corporelles et incorporelles

a) Valorisation

Les immobilisations sont enregistrées au coût d'acquisition.

b) Méthodes utilisées pour le calcul des amortissements et des dépréciations

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée de vie économique prévue :

Logiciels	1 à 4 ans
Agencements	2 à 7 ans, 10 et 20 ans
Matériel et outillage.....	1 à 5 ans
Matériel de transport	1 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	1 à 5 ans et 10 ans
Mobilier de bureau	1 à 5 ans et 10 ans

En application du règlement CRC 2002-10, la société pratique, lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, des tests de dépréciation sur les immobilisations incorporelles et corporelles concernées.

Lorsque ces tests indiquent une valeur actuelle inférieure à la valeur nette comptable, la société constate une dépréciation, afin de ramener la valeur comptable de l'immobilisation à sa valeur actuelle.

Note 1.02. Participations, créances rattachées et autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire intègre, d'une part la valeur des fonds de commerce valorisés sur la base de 25% du chiffre d'affaires annuel TTC et, d'autre part, une moins-value égale à 18% du montant des stocks de clôture afin d'évaluer ces derniers à leur valeur liquidative théorique.

Lorsque la valeur d'inventaire est négative, les créances rattachées sont dépréciées à hauteur de cette valeur d'inventaire en proportion de la quote-part de détention du capital. Une provision pour risque est constituée lorsque la dépréciation des comptes courants et des créances (voir note 1.04) ne permet pas de couvrir la valeur d'inventaire négative en proportion de la quote-part de détention du capital.

Par exception :

- les sociétés créées depuis moins d'un an ne font pas l'objet de dépréciation de provisions en raison des résultats futurs attendus ;
- lorsqu'elle estime que le risque de défaillance des actionnaires minoritaires est élevé, la société GIFI provisionne la totalité de la situation nette négative des sociétés concernées.

Particularité 30/09/2016 :

Les sociétés belges IDE, Distri Hasselt, Distri Genk, Distri Oostende, Distri Aartselaar et Distri Drogenbos, ont engagé une procédure d'aveu de faillite toujours en cours à la clôture de l'exercice. Ainsi que pour les quatre autres sociétés belges ayant entamés la procédure d'aveu de faillite sur l'exercice du 30/09/2015.

La dépréciation des titres et créances détenus par la maison mère GIFI SAS, précédemment comptabilisée, a été maintenue au 30 septembre 2016.

La provision pour risque destinée à couvrir la situation nette négative, précédemment comptabilisée, a été reprise pour un montant de 14 606 k€.

Frais de prise de participation :

Dans le cadre de prises de participation, les dispositions des articles 221-1 et 213-8 du PCG octroient une option comptable entre la possibilité de comptabiliser lesdits frais d'acquisition en charges d'une part ou de les inclure au coût d'acquisition des titres immobilisés, d'autre part.

Lors de l'acquisition des titres de participation de la société SOGESMA, notre société a opté pour l'incorporation des frais d'acquisition au coût de revient des titres immobilisés.

Compte tenu du traitement fiscal qui permet un amortissement quinquennal de ces frais, notre société a donc comptabilisé un amortissement dérogatoire de ces frais.

Note 1.03. Stocks

Ils sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Des dépréciations des stocks sont pratiquées lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur brute.

Note 1.04. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Note 1.05. Valeurs Mobilières de Placement

Néant

Note 1.06. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération. Les dettes et créances en devises figurent au bilan également pour leur contre-valeur en euros au cours du jour de l'opération. La différence résultant de la conversion de ces dettes et créances au cours de fin d'exercice est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision.

Note 1.07. Autres informations

Les frais accessoires d'achats ne sont pas enregistrés dans les comptes de charges par nature, mais dans les sous-comptes de frais accessoires d'achats (compte 608... et suivants).

Note 1.08. Notion de résultat courant et résultat exceptionnel

Les éléments présentant un caractère non récurrent et dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de la société sont inscrits dans les charges et produits exceptionnels.

Note 2. ELEMENTS SIGNIFICATIFS

L'exercice 2015/2016 a été marqué par les éléments suivants :

Titres de participation :

- Augmentation de capital non souscrite par les minoritaires dans la société TENDANCE LOC en date du 30/09/2016, portant la participation du groupe GIFI à 95,10 %.
- Acquisition d'une participation de 40 % dans le capital de la société SA SOGESMA pour un montant de 24 734 Keuros au 6/07/2016.

Note 3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Au mois de décembre 2016, la société GIFI SAS a procédé au débouclage de contrats de couverture de change. Les opérations, portant sur un montant total de 90 000 KUSD, ont permis de générer une plus-value d'un montant de 6 182 KEuros.

Le portefeuille des contrats de couverture de change est désormais nul.

Note 4. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Note 4.01. Fonds commercial

En milliers d'euros	30/09/2016	30/09/2015
Droit au bail		
Hors droit au bail :	48 981	48 981
- Eléments achetés		
- Eléments reçus en apport	48 981	48 981

Note 4.02. Actif immobilisé

En milliers d'euros	30/09/2016	30/09/2015
Valeurs brutes	394 057	358 804
Amortissements et provisions	74 986	71 205
Valeurs nettes	319 071	287 599

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	62 718	6 501	711	68 508
Immobilisations corporelles	25 568	4 699	1 597	28 670
Immobilisations financières	270 518	26 472	110	296 879
TOTAL	358 804	37 671	2 418	394 057

Amortissements et provisions (en milliers d'euros)	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	10 702	1 611		12 313
Immobilisations corporelles	18 638	3 177	414	21 400
Immobilisations financières	41 866	263	857	41 272
TOTAL	71 205	5 051	1 271	74 986

Note 4.03. Créances représentées par des effets de commerce

En milliers d'euros	30/09/2016	30/09/2015
Clients et effets à l'encaissement	35	34

Note 4.04. Echéancier des créances

En milliers d'euros	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Actif immobilisé	11 436	37	11 398
Actif circulant et charges constatées d'avance	278 108	278 108	
30/09/2016	289 543	278 145	11 398
30/09/2015	199 751	189 896	9 854

Note 4.05. Valeurs mobilières de placement

La société GIFI ne détient plus d'actions propres au 30 septembre 2016.

Note 4.06. Produits à recevoir inclus dans les postes de bilan

En milliers d'euros	30/09/2016	30/09/2015
Clients et comptes rattachés	4 778	5 944
Autres créances et disponibilités	1 793	1 048

Note 4.07. Charges constatées d'avance

Cette rubrique ne contient que des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de l'entreprise pour un montant de 1 480 K€.

NOTE 5. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Note 5.01. Capital social

En milliers d'Euros	Nombres de titres	Capital en valeur
Réduction de capital au 20 juin 2005	104 220	708
Capital social au 30 septembre 2005	6 582 576	44 762
Capital social au 30 septembre 2006	6 582 576	44 762
Capital social au 30 septembre 2007	6 582 576	44 762
Capital social au 30 septembre 2008	6 582 576	44 762
Capital social au 30 septembre 2009	6 582 576	44 762
Capital social au 30 septembre 2010	6 582 576	44 762
Capital social au 30 septembre 2011	6 400 000	43 520
Capital social au 30 septembre 2012	6 400 000	43 520
Capital social au 30 septembre 2013	6 305 891	42 880
Capital social au 30 septembre 2014	6 129 155	41 678
Capital social au 30 septembre 2015	6 203 050	42 180
Capital social au 30 septembre 2016	6 203 050	42 180

La valeur nominale de l'action GIFI est inchangée et s'élève à 6,80 €.

Note 5.02. Provisions

En milliers d'euros	30/09/2016	30/09/2015
Amortissements dérogatoires	35	
Risques et charges	33 769	50 971
Dépréciation des immobilisations financières	41 272	41 866
Dépréciation des stocks	301	291
Dépréciation des créances et autres	4 475	4 398
Total	79 852	97 526

En milliers d'euros	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Amortissements dérogatoires		35		35
Risques et charges	50 971	720	17 922	33 769
Dépréciation des immobilisations financières	41 866	263	857	41 272
Dépréciation des stocks	291	301	291	301
Dépréciation des créances et autres	4 398	329	252	4 475
Total	97 526	1 649	19 322	79 852

Les provisions et dépréciations de toute nature constatées au titre des valeurs d'inventaire des filiales s'élèvent à : 51 616 K€ au 30 septembre 2016 contre 65 994 K€ au 30 septembre 2015.

Note 5.03. Détail des provisions pour risques et charges

En milliers d'euros	30/09/2016	30/09/2015
Exploitation	6 919	20 810
Financières	5	304
Exceptionnelles	26 845	29 856
Total	33 769	50 971

Les provisions pour risques et charges au 30 septembre 2016 concernent les risques liés à la situation nette de certaines filiales (6 634 K€), ceux relatifs aux litiges et contentieux (284 K€) et le risque de devoir rembourser aux filiales intégrées fiscalement les économies d'impôts comptabilisées par GIFI (26 844 K€).

Par ailleurs, une provision pour risque est comptabilisée en résultat financier pour la valeur de marché négative relative aux instruments financiers non qualifiés de couverture. Le montant s'élève à 5 K€ au 30 septembre 2016.

Les variations de l'exercice sont les suivantes :

En milliers d'euros	30/09/2015	Dotations	Reprises		30/09/2016
			Consommées	Non consommées	
Exploitation	20 810	715	14 606		6 919
Financières	304	5		304	5
Exceptionnelles	29 856			3 011	26 845
Total	50 971	720	14 606	3 315	33 769

Note 5.04. Echéancier des dettes

En milliers d'euros	Montant brut	A un an au plus	+ un an - cinq ans	A plus de cinq ans
Etablissements de crédit	50 139	13 891	30 248	6 000
Groupe et associés	79 044	79 044		
Fournisseurs et comptes rattachés	10 418	10 418		
Dettes fiscales et sociales	6 222	6 222		
Autres dettes et comptes de régularisation	11 405	11 405		
30/09/2016	157 228	120 980	30 248	6 000
30/09/2015	57 225	43 177	14 048	0

Note 5.05. Dettes représentées par des effets de commerce

En milliers d'euros	30/09/2016	30/09/2015
Fournisseurs	29	36

Note 5.06. Charges à payer incluses dans les postes du bilan

En milliers d'euros	30/09/2016	30/09/2015
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit	75	76
Fournisseurs et comptes rattachés	4 730	6 933
Dettes fiscales et sociales	4 182	4 381
Autres dettes	39	128

Note 6. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note 6.01. Ventilation du chiffre d'affaires

a) Ventes

En milliers d'euros	30/09/2016	30/09/2015
Aux sociétés du groupe exploitant les magasins	18 002	17 400
Aux franchisés et concessionnaires	273	322
Autres	41	61
Total	18 315	17 783

b) Prestations

En milliers d'euros	30/09/2016	30/09/2015
Publicité	75 213	71 666
Autres	56 041	61 311
Total	131 254	132 976

Note 6.02. Ventilation du résultat exceptionnel

En milliers d'euros	30/09/2016	30/09/2015
Dotations nettes aux amortissements et provisions	2 977	-2 339
Résultat net sur autres opérations en capital	-217	-629
Divers	-1	-1
Total	2 759	-2 969

Note 6.03. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

En milliers d'euros	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant	96 698	29 242	67 457
Résultat exceptionnel	2 758	-96	2 854
Participation des salariés	-1 582	-679	-903
Economie d'impôt liée à l'intégration fiscale		-4 058	4 058
Résultat comptable au 30 septembre 2016	97 875	24 409	73 466

Note 6.04. Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

En milliers d'euros	30/09/2016	30/09/2015
Résultat de l'exercice	73 466	46 682
Impôts sur les bénéfices	24 409	27 695
Résultat avant impôts	97 875	74 376
Variation des provisions réglementées		
Résultat avant impôts, hors évaluations fiscales dérogatoires	97 875	74 376

Note 6.05. Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

NATURE	DEBUT EXERCICE		VARIATIONS		FIN EXERCICE	
	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF
I. DECALAGES CERTAINS OU EVENTUELS						
1 Provisions réglementées						
11 Provisions à réintégrer ultérieurement						
- provision pour hausse des prix						
12 Provisions à réintégrer éventuellement						
13 Provisions libérées sous condition d'emploi						
- provision pour investissement						
14 Amortissements dérogatoires						
2 Subventions d'investissement						
3 Charges non déductibles temporairement						
31 A déduire l'année suivante						
- congés payés (ancien régime)						
- autres	1 794 474	0	1 652 457	1 794 474	1 652 457	0
32 A déduire ultérieurement						
- provisions pour retraite						
- 151819 Provisions pour allègement IS	29 856 389		0	3 011 511	26 844 878	
- 155000 Provisions pour impôt						
- Dépréciation titres de participation	32 570 180		90 000	856 698	31 803 483	
- 590800 Dépréciation VMP	47 531		0	47 531	0	
- autres	296 958	0	301 091	296 958	301 091	
4 Produits non taxables temporairement						
- plus-values nettes à court terme						
- Intérêts de retard		36 584	1 926	17 602		52 260
- plus-values de fusion						
- plus-values à long terme différées						
5 Charges déduites (ou produits imposés) fiscalement et non encore comptabilisées (à ventiler (3))		303 982	713 652	5 024	404 646	
TOTAL	64 565 532	340 566	2 759 127	6 029 798	61 006 555	52 260
II. ELEMENTS A IMPUTER						
1 Déficit reportables fiscalement					0	
2 Moins-values à long terme						
3 Autres						
III. ELEMENTS DE TAXATION EVENTUELLE						
1 Plus-values sur éléments d'actif non amortissables apportés lors d'une fusion		205 966 956	948 017			205 018 939
2 Réserve spéciale des plus-values à long terme						
3 Réserve spéciale des profits de construction						
4 Autres						

Note 7. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Note 7.01. Dettes garanties par des sûretés réelles

En milliers d'euros	30/09/2016	30/09/2015
Garantie GIFI SAS sur filiales	41 008	40 841
Sûretés réelles consenties par la société GIFI	0 (utilisation réelle 0)	40 000 (utilisation réelle 0)

Note 7.02. Engagements de retraite

En application de l'article 9 du Code du commerce, le montant des engagements de l'entreprise en matière d'allocation de fin de carrière des salariés a été calculé à la clôture de l'exercice.

Elles sont assujetties aux charges sociales.

Le calcul de l'indemnité a été effectué en respectant les dispositions de la Convention Collective applicable à l'entreprise, et en fonction des critères suivants concernant les salariés :

Prise en compte des facteurs de rotation du personnel : selon la table du turnover en fonction de l'âge ;
Prise en compte des facteurs de mortalité (table TV/TD 2010-2012 pour les sociétés françaises) ;
Age de départ en retraite des salariés à 67 ans ;
Taux d'actualisation (OAT TEC 30 ans) : 0,974% (OAT TEC 30 ans utilisé au 30/09/2015 : 1,901%) ;
Taux de croissance annuel des salaires : 2,10% en moyenne

Conformément au choix offert à l'entreprise par la loi, les indemnités de fin de carrière n'ont pas été comptabilisées et figurent pour information dans la présente annexe.

Engagements de retraite (en K€)	30/09/2016	30/09/2015
Dette actuarielle des droits acquis	1 135	845

Note 7.03. Autres engagements donnés

En milliers d'euros	30/09/2016	30/09/2015
Achat à terme US dollars contre valeur de l'engagement en K€	78 629	35 577
Autres options de change US dollar contre valeur en K€	0	0
Redevances crédit-bail mobilier	Non significatif	Non significatif

Conformément à l'acte de cession de parts de la SARL Château de Saint Sylvestre en date du 24 juillet 2015, Gifi SAS s'engage à assurer un chiffre d'affaires d'un million d'euros hors taxes par an pendant une période de douze ans à la SARL Château de Saint Sylvestre.

Note 7.04. Engagements recus

En milliers d'euros	30/09/2016	30/09/2015
Abandons de créances et subventions avec clause de remboursement	0	0
Cautionnements	0	0

Note 7.05. Instruments financiers

Au 30/09/2016, la société détient 90 millions de dollars achetés à terme avec des échéances comprises entre le 9/03/2017 et le 24/03/2017 à un cours compris entre 1.1238 et 1.1249. Ces achats à terme répondent à un objectif de couverture économique des achats en dollars de la société.

Note 7.06. Eléments concernant les entreprises liées et les participations

En milliers d'euros	30/09/2016	30/09/2015
Avances et acomptes sur immobilisations	0	0
Participations (valeurs brutes)	285 443	260 619
Créances rattachées à des participations (valeurs brutes)	11 385	9 837
Prêts, avances, compte courant	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes (actif circulant)	0	10
Créances clients et comptes rattachés	31 018	41 426
Autres créances et comptes courants	237 686	142 808
Capital souscrit appelé non versé	0	0
Emprunts obligataires convertibles	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Emprunts et dettes financières divers	79 044	1 104
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	9 072	133
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 091	629
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	1	0
Produits de participation	20 300	1 114
Autres produits financiers	909	814
Charges financières	29	13

NB : Au 30/09/2016, nous avons inclus la société Groupe Philippe Ginestet

Note 8. AUTRES INFORMATIONS

Note 8.01. Effectif moyen

	30/09/2016	30/09/2015
Cadres	120	113
Employés	243	231
Total	363	344

Note 8.02. Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) :

Un produit à recevoir relatif au CICE a été comptabilisé au crédit des charges du personnel pour un montant de 467 432 €.

Ce montant correspond à la quote-part du crédit d'impôt calculé sur les rémunérations versées à la date de clôture de l'exercice.

Ce crédit d'impôt est destiné à accompagner et conforter la politique d'investissement de la société, et de ses filiales, en matière de croissance et de rénovation du réseau de magasins de l'enseigne GIFI, de ses sites logistiques et de ces outils informatiques.

Ce CICE permet de renforcer cette politique afin d'améliorer la compétitivité commerciale et de développer l'emploi au travers de l'ouverture de ses magasins et du renforcement de ses structures administratives et opérationnelles.

Note 8.03. Contrat de générations :

Un accord est en place, conformément aux dispositions légales.

Note 8.04. Intégration fiscale

La société GIFI a conclu avec ses filiales une convention d'intégration fiscale. Selon cette convention, la société GIFI supporte seule les conséquences des neutralisations fiscales du résultat d'ensemble et constate en résultat les économies d'impôt résultant des déficits fiscaux éventuels de ses filiales. Par ailleurs, les filiales constatent la charge d'impôt sur les sociétés qu'elles auraient constatée en l'absence d'intégration fiscale. Sur l'exercice, la société GIFI a ainsi bénéficié, après retraitement des provisions intra groupe, d'une économie d'impôt nette de 4 288 K€ (y compris les contributions additionnelles).

Au 30 septembre 2016, le montant cumulé de l'économie d'impôt que GIFI serait potentiellement amené à reverser aux filiales, redevenant bénéficiaires, s'élève à 26 845 K€ (y compris les contributions additionnelles).

Le risque que GIFI doive rétrocéder à ses filiales, devenues bénéficiaires, l'usage de leurs déficits transmis dans le cadre de la convention d'intégration fiscale a été provisionné conformément à l'avis 2005-G du Comité d'Urgence du CNC.

Note 8.05. Litiges

Litige avec la société Gédis

Par arrêt de la Cour d'Appel d'Amiens rendu le 20 novembre 2012, le jugement du 29 décembre 2009 du Tribunal de Commerce d'Amiens dans l'affaire GEDIS a été infirmé.

Par conséquent, la société GEDIS a restitué à GIFI la somme de 1 920 000 € que cette dernière avait versée après le jugement du 29 décembre 2009.

Les écritures comptables en découlant ont été enregistrées sur l'exercice clos le 30 septembre 2013.

La partie adverse a formé un pourvoi ; L'arrêt de la cour de Cassation du 14 octobre 2014 a cassé l'arrêt rendu le 20 novembre par la cour d'Appel d'Amiens.

Toutefois l'absence de résolution du protocole d'accord du 31 mai 2005 est définitivement confirmée, au même titre que le montant de la créance à titre chirographaire (250 ke) détenue par GIFI DIFFUSION sur la procédure collective de GEDIS ;

Sur les autres points l'affaire revient devant la Cour d'Appel d'Amiens autrement composée.

GIFI DIFFUSION a restitué à DIDEROT HOLDING la somme de 51 500 euros dont 1 500 euros au titre de l'article 700 du CPC. Nonobstant cette circonstance, les comptes clos le 30/09/2016 comprennent une provision sur risque.

La totalité de l'information exigée par IAS 37 n'est pas fournie, GIFI estimant que cette information est susceptible d'être préjudiciable au Groupe dans le procès en cours.

Litige avec la société CROCS

La douane a procédé, de mars à mai 2009, à diverses saisies aussi bien en magasins que sur entrepôt, d'un modèle de sabot en plastique, vendu par l'enseigne GIFI, copie servile du modèle dénommé Cayman ou Beach, déposé (au niveau communautaire) par la société CROCS.

La société CROCS a déposé plainte - au pénal - pour contrefaçon de modèle déposé. La douane a de son côté dressé un procès-verbal d'infraction pour "importation de marchandise prohibée sans déclaration préalable".

Une information judiciaire a été ouverte par le parquet ; GIFI DIFFUSION a introduit un recours en annulation devant l'OHMI du modèle déposé par CROCS et obtenu l'invalidité du modèle.

La société CROCS a saisi la CJCE d'un recours contre cette décision.

GIFI DIFFUSION a de son côté décidé d'introduire une action en demande de mainlevée de la saisie opérée par la Douane.

Le tribunal correctionnel dans le cadre de l'action fiscale menée par la douane a renvoyé l'affaire au mois de décembre 2016.

Nonobstant cette circonstance, les comptes clos le 30 septembre 2016 comprennent une provision pour risque.

La totalité de l'information exigée par IAS 37 n'est pas fournie, GIFI estimant que cette information est susceptible d'être préjudiciable au Groupe dans le procès en cours.

Note 8.06. Tableau concernant les filiales et participations

Tableau concernant les filiales et les participations

Société	Capital	Réserves et report à nouveau (comptes consolidés)	Quota-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prix d'acquisition consolidés (hors prime de parafusion)	Charges constatées au bilan (comptes consolidés)	Régularisation de bilan	Différence consolidée (comptes consolidés)	Observations
				Brute	Netto					
1 - Filiales (plus de 50 % du capital détenu)										
SL GIFIES	3 010	-8 240 831	100,00%	3 010	0	2 140 134	746 731	-400 872	0	
GIFI MANAGEMENT	37 000	-11 830	100,00%	37 000	0	0	0	-912	0	
FIGI	10 000	-1 877 910	85,55%	319 488	0	512 000	0	0	0	
GIFI DIFFUSION	108 808 388	51 280 274	100,00%	108 808 388	108 808 388	0	517 588 715	13 077 304	20 000 000	
GIFI MAG	104 342 108	-41 555 836	100,00%	140 418 204	119 421 737	0	887 225 088	-5 143 282	0	
GIFI FORMATION	1 000	173 715	100,00%	1 000	1 000	0	702 778	22 744	0	
MAISON JORDAENS	4 581 123	-5 102 183	88,95%	10 222 066	0	80	0	0	0	
GW CONCEPT	54 000	308 529	100,00%	520 143	520 143	0	5 408 030	322 588	0	
MID DESTOCK	8 000	-388 188	51,00%	40	0	50 000	0	0	0	
D. DROGENBOS	18 600	-703 722	88,95%	18 580	0	278 863	882 861	-54 728	0	
D. LOMMEL	18 600	-555 282	98,95%	18 580	0	308 580	0	0	0	
D. GENK	18 600	-1 364 255	88,95%	18 580	0	281 363	822 788	-206 978	0	
D. HASSELT	18 600	-508 854	88,95%	18 580	0	264 642	0	-1 153	0	
D. LEPPER WAREGEM	18 600	-702 744	88,95%	18 580	0	134 786	0	0	0	
D. OOSTENOE	18 600	-1 308 882	88,95%	18 580	0	182 280	616 480	31 318	0	
D. DENDERMONDE	18 600	-887 624	88,95%	18 580	0	127 864	0	0	0	
D. AARTSELAAR	18 600	-1 522 720	88,95%	18 580	0	573 101	488 257	62 947	0	
D. JEMAPPES	18 600	-595 833	88,95%	18 580	0	250 165	2 632 201	-325 973	0	
IDE BELGIUM	195 787	-18 505 845	88,95%	1	0	4 204 588	340 855	-60 713	0	
TENDANCE LOC	100 000	73 856	95,10%	85 100	0	2 084 217	258 443	-200 785	0	
2 - Participations (de 10 à 50 % du capital)										
SOGESIMA	3 161 244	43 358 087	40,00%	24 733 887	24 733 887	0	206 806 535	1 288 233	0	Dernier bilan connu 31/12/2015 chiffres consolidés.
3 - Filiales et participations (de 10 à 50 % du capital)										
1 - Filiales non reprises en A :										
a) françaises										
b) étrangères										
1 - Participations non reprises en A :										
a) françaises										
b) étrangères										

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	62 718 405		6 500 517
Terrains			
	Dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			2 320
Install. techniques, matériel et outillage ind.	181 265		1 731 958
Installations générales, agenc., aménag.	7 972 402		436 452
Matériel de transport	2 591 432		2 085 100
Matériel de bureau, Informatique, mobilier	13 541 562		
Emballages récupérables et divers			443 214
Immobilisations corporelles en cours	1 281 200		
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25 567 863		4 699 046
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	270 455 996		26 461 724
Autres titres immobilisés	433		
Prêts et autres immobilisations financières	61 349		9 900
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	270 517 779		26 471 624
TOTAL GENERAL	358 804 048		37 671 187

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	435 964	274 734	68 508 223	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			183 585	
Installations générales, agencements divers			9 704 361	
Matériel de transport		418 730	2 609 154	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	367		15 626 296	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	1 178 200		546 214	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 178 567	418 730	28 669 612	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		90 000	296 827 721	
Autres titres immobilisés			433	
Prêts et autres immobilisations financières		20 276	50 972	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		110 276	296 879 127	
TOTAL GENERAL	1 614 531	803 741	394 056 963	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10 701 843	1 611 359		12 313 202
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	173 163	3 940		177 103
Installations générales, agenc. et aménag. divers	6 433 782	377 874		6 811 656
Matériel de transport	1 958 674	395 758	414 028	1 940 404
Matériel de bureau et informatique, mobilier	10 071 897	2 399 077		12 470 975
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	18 637 517	3 176 649	414 028	21 400 138
TOTAL GENERAL	29 339 360	4 788 009	414 028	33 713 341

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre	34 889						34 889
TOTAL	34 889						34 889

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	11 384 821		11 384 821
Prêts	37 445	37 445	
Autres immobilisations financières	13 527		13 527
Clients douteux ou litigieux	1 970 403	1 970 403	
Autres créances clients	31 809 162	31 809 162	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	22 223	22 223	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	2 149 895	2 149 895	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 241 315	2 241 315	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	451 921	451 921	
Groupe et associés	237 793 085	237 793 085	
Débiteurs divers	189 525	189 525	
Charges constatées d'avance	1 480 029	1 480 029	
TOTAL GENERAL	289 543 356	278 145 008	11 398 348

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	9 900
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	16 276
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	56 027	56 027		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	50 083 053	13 835 095	30 247 958	6 000 000
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	10 418 143	10 418 143		
Personnel et comptes rattachés	3 464 057	3 464 057		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 853 482	1 853 482		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	786 249	786 249		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	117 880	117 880		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 202 326	2 202 326		
Groupe et associés	79 043 693	79 043 693		
Autres dettes	9 202 996	9 202 996		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	157 227 911	120 979 953	30 247 958	6 000 000

Emprunts souscrits en cours d'exercice	36 000 000
Emprunts remboursés en cours d'exercice	9 629 135
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés	

Compte	Libellé	30/09/2016	30/09/2015	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	CLIENTS FACTURES A ETABLIR	19 405	55 911	-36 506
418107	CLIENTS FACTURES A ETABLIR EG	2 892	10 716	-7 824
418109	CLIENTS FACTURES A ETABLIR IG	4 755 704	5 877 331	-1 121 628
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		4 778 001	5 943 958	-1 165 958
AUTRES CREANCES				
409800	FRSEURS ANP M/SES	20 917	1 029	19 887
409805	FRSEURS AAR FRAIS GENERAUX	158 479	274 131	-117 652
409809	FRS.ARR IG	425	6 754	-6 329
444300	ETAT-CREDIT IMPOT-CICE	802 902	335 471	467 432
444301	ETAT-CREDIT IMPOT FAMILLE	11 133		11 133
448700	ETAT PRODUITS A RECEVOIR	451 921	172 352	279 569
458700	DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	765		765
TOTAL AUTRES CREANCES		1 444 542	789 736	654 805
BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS				
518700	INTERETS CAT A RECEVOIR	348 113	257 849	90 264
TOTAL BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS		348 113	257 849	90 264
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		6 570 655	6 991 544	-420 888

Compte	Libellé	30/09/2016	30/09/2015	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
188840	INTERETS COURUS SUR EMPRUNTS	34 929	18 207	16 722
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		34 929	18 207	16 722
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408100	FRSEURS FNP MSES	558 122	1 299 305	-741 184
408103	FRSEURS FNP COMPTA GENERALE	10 733	37 808	-27 076
408105	FRSEURS FNP FRAIS GENERAUX	3 101 259	3 790 354	-689 095
408107	FRSEURS FNP EG	421 089	735 597	-314 528
408109	FRSEURS FNP IG	16 036	6 822	9 213
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		4 107 218	5 869 887	-1 762 668
DETTES SUR IMMOBILISATIONS				
408410	FRSEURS FNP D'IMMOBILISATIONS	622 341	1 062 840	-440 499
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		622 341	1 062 840	-440 499
AUTRES DETTES				
419807	CLIENTS AVOIRS A ETABLIR EG	20 880		20 880
419809	CLIENTS AVOIRS A ETABLIR IG	18 308	128 381	-110 072
TOTAL AUTRES DETTES		39 188	128 381	-89 192
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	DETTE PROVIS.P/CONGES	984 725	947 377	17 348
428201	DETTE PROVIS.P/CONGES RTT	48 486	48 175	-689
428400	DETTE PROVIS.P/PARTICIP,SALAR	1 664 686	1 812 441	-247 755
428410	DETTE PROV.INTERESSEMENT	233 294	290 380	-57 086
428600	DETTE PROVIS.P/ PRIME	481 806	395 524	86 282
428601	SALARIES NOTES DE FRAIS A PAYE	14 780	30 935	-16 155
438600	CHARGES A PAYER ORGANISMES SOC	417 541	417 186	375
438601	CHARGES A PAYER S/CONGES RTT	22 897	23 947	-1 050
438610	AUTRES CAP ORGANISMES SOCIAUX	216 379	180 675	35 704
448600	ETAT CHARGES A PAYER	72 831	81 648	-8 817
448605	ETAT CAP CFE	14 054	16 805	-2 751
448611	ETAT CAP CFE EXIANT	4 216	7 419	-3 203
448650	ETAT CAP TLPE	28 780	27 212	-432
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		4 182 475	4 380 704	-198 229
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
518600	INTERETS CAT A PAYER	20 156	2 320	17 837
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		20 156	2 320	17 837
CONCOURS BANCAIRES COURANTS				
519800	INTERET COURUS A PAYER	19 529	55 275	-35 745
TOTAL CONCOURS BANCAIRES COURANTS		19 529	55 275	-35 745
TOTAL CHARGES A PAYER		9 025 837	11 517 612	-2 491 775

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions glissements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires		34 889		34 889
- Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES		34 889		34 889
Provisions pour litiges	10 000	100 000		110 000
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	303 981	5 023	303 981	5 023
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	50 656 707	614 843	17 617 961	33 653 589
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	50 970 688	719 866	17 921 942	33 768 612
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	32 570 180	90 000	856 698	31 803 482
Dépréciations autres immobilis. financières	9 295 460	173 358		9 468 818
Dépréciations stocks et en cours	291 334	301 090	291 334	301 090
Dépréciations comptes clients	4 350 460	329 448	204 643	4 475 265
Autres dépréciations	47 531		47 531	
DEPRECIATIONS	46 554 966	893 896	1 400 206	46 048 656
TOTAL GENERAL	97 525 654	1 648 653	19 322 149	79 852 158
Dotations et reprises d'exploitation		1 345 381	15 102 427	
Dotations et reprises financières		268 381	1 208 210	
Dotations et reprises exceptionnelles		34 889	3 011 511	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Charges et produits constatés d'avance

Déclaration au 30/09/2016

Compte	Libellé	30/09/2016	30/09/2015	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
488003	C.C.A. COMPTA GENERALE	20 856	17 070	3 786
488005	C.C.A. FRAIS GENERAUX	1 403 928	1 758 278	-354 353
488007	C.C.A EG	43 182	49 746	-6 564
488010	C.C.A S/ ACHAT M/SES	12 068		12 068
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		1 480 030	1 825 095	-345 065

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	6 203 050			6,8
Actions amorties				0,00
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				0,00
Actions préférentielles				0,00
Parts sociales				0,00
Certificats d'investissements				0,00

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		405 483 741
Distributions sur résultats antérieurs		15 507 625
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		389 976 116
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		34 889
Résultat de l'exercice		73 466 460
	SOLDE	73 501 349
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		463 477 465

**EXEMPLAIRE DESTINE
AU GREFFE**

GIFI

Société par Actions Simplifiée

Zone Industrielle La Boulbène
47300 Villeneuve-sur-Lot

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 30 septembre 2016

ORCOM Audit RSO
Le Belvédère
47510 Foulayronnes

Deloitte & Associés
185, avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine

GIFI

Société par Actions Simplifiée
Zone Industrielle La Boulbène
47300 Villeneuve-sur-Lot

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2016

Aux associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société GIFI, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La méthode de détermination de la valeur d'inventaire des participations, créances rattachées et autres titres immobilisés est décrite dans la note 1.2 de l'annexe. Nous avons apprécié le bien-fondé de la méthodologie mise en œuvre et examiné, en tant que de besoin, les données et hypothèses utilisées par la société pour réaliser le calcul de la valeur d'inventaire des participations, créances rattachées et autres titres immobilisés. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

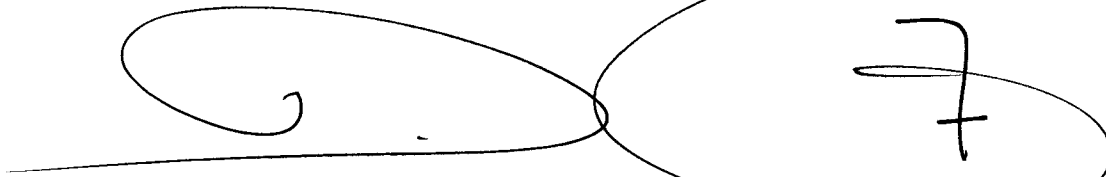
En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Foulayronnes et Bordeaux, le 15 février 2017

Les commissaires aux comptes

ORCOM Audit RSO

~~Deloitte & Associés~~



Vincent MICHAUD

Emmanuel GADRET

1. BILAN

ACTIF

(K€)	30/09/2016			30/09/2015
	Brut	Amort et provisions	Net	Net
Actif immobilisé	394 057	74 986	319 071	287 599
Immobilisations incorporelles	68 508	12 313	56 195	52 017
Immobilisations corporelles	28 670	21 400	7 269	6 930
Immobilisations financières	296 879	41 272	255 607	228 652
Actif circulant	340 179	4 776	335 403	226 087
Stock et en cours	3 080	301	2 779	2 805
Clients et comptes rattachés	33 780	4 475	29 304	38 675
Autres créances et comptes de régularisation	242 848	-	242 848	145 002
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Disponibilités	58 991	-	58 991	37 780
Charges constatées d'avance	1 480	-	1 480	1 825
TOTAL DE L'ACTIF	734 236	79 762	654 474	513 686

PASSIF

(K€)	30/09/2016	30/09/2015
Capitaux propres	463 477	405 484
Capital	42 181	42 181
Primes et réserves	347 795	316 621
Provisions réglementées	35	-
Résultat	73 466	46 682
Provision pour risques et charges	33 769	50 971
Dettes	157 228	57 232
Emprunts et dettes financières	129 183	24 880
Fournisseurs et comptes rattachés	10 418	12 701
Dettes fiscales et sociales	6 222	18 160
Autres dettes et comptes de régularisation	11 405	1 491
TOTAL DU PASSIF	654 474	513 686



2. COMPTE DE RESULTAT

Charges et produits par nature	(K€)	
	30/09/2016	30/09/2015
Chiffre d'affaires	149 570	150 760
Autres produits d'exploitation	36 625	23 193
Achats consommés	15 431	15 739
Autres achats et charges externes	69 953	63 131
Impôts et taxes	2 201	2 208
Charges de personnel	16 712	16 362
Dotations aux amortissements et provisions	6 133	7 168
Autres charges d'exploitation	1 003	433
Résultat d'exploitation	74 762	68 912
Charges financières	649	8 567
Produits financiers	22 586	18 836
Résultat financier	21 937	10 270
Résultat courant avant impôts	96 699	79 181
Charges exceptionnelles	-315	-3 051
Produits exceptionnels	3 074	82
Résultat exceptionnel	2 759	-2 969
Impôts sur les résultats	24 409	27 695
Participation des salariés	1 582	1 836
Résultat net	73 466	46 682



3. ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Avant répartition du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2016, le total du bilan est de 654 474 K€. Le compte de résultat de l'exercice dégage un résultat de 73 466 K€.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du code de commerce (c. com. art. L. 123-12 à L. 123-28-2. et R. 123-172 et R. 123-208).

Les comptes annuels ont été élaborés et présentés conformément aux principes et méthodes définis par le règlement ANC 2014-03, homologué par l'arrêté du 8 septembre 2014.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation ;
- Permanence des méthodes ;
- Principe de non-compensation ;
- Principe de prudence ;
- Indépendance des exercices.

Les éléments inscrits en comptabilité ont été évalués selon la méthode du coût historique.

Les principales méthodes d'évaluation utilisées sont les suivantes :

1.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Valorisation

Les immobilisations sont enregistrées au coût d'acquisition.

Méthodes utilisées pour le calcul des amortissements et des dépréciations

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée de vie économique prévue :

- Logiciels 1 à 4 ans
- Agencements 2 à 7 ans, 10 et 20 ans
- Matériel et outillage 1 à 5 ans
- Matériel de transport 1 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique 1 à 5 ans et 10 ans
- Mobilier de bureau 1 à 5 ans et 10 ans



En application du règlement CRC 2002-10, la société pratique, lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, des tests de dépréciation sur les immobilisations incorporelles et corporelles concernées. Lorsque ces tests indiquent une valeur actuelle inférieure à la valeur nette comptable, la société constate une dépréciation, afin de ramener la valeur comptable de l'immobilisation à sa valeur actuelle.

1.2. Participations, créances rattachées et autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire intègre, d'une part la valeur des fonds de commerce valorisés sur la base de 25% du chiffre d'affaires annuel TTC et, d'autre part, une moins-value égale à 18% du montant des stocks de clôture afin d'évaluer ces derniers à leur valeur liquidative théorique.

Lorsque la valeur d'inventaire est négative, les créances rattachées sont dépréciées à hauteur de cette valeur d'inventaire en proportion de la quote-part de détention du capital. Une provision pour risque est constituée lorsque la dépréciation des comptes courants et des créances (voir note 1.04) ne permet pas de couvrir la valeur d'inventaire négative en proportion de la quote-part de détention du capital.

Par exception :

- les sociétés créées depuis moins d'un an ne font pas l'objet de dépréciation de provisions en raison des résultats futurs attendus ;
- lorsqu'elle estime que le risque de défaillance des actionnaires minoritaires est élevé, la société GIFI provisionne la totalité de la situation nette négative des sociétés concernées.

Particularité au 30/09/2016 :

Les sociétés belges IDE, Distri Hasselt, Distri Genk, Distri Oostende, Distri Aartselaar et Distri Drogenbos, ont engagé une procédure d'aveu de faillite toujours en cours à la clôture de l'exercice. Ainsi que pour les quatre autres sociétés belges ayant entamés la procédure d'aveu de faillite sur l'exercice du 30 septembre 2015.

La dépréciation des titres et créances détenus par la maison mère GIFI SAS, précédemment comptabilisée, a été maintenue au 30 septembre 2016.

La provision pour risque destinée à couvrir la situation nette négative, précédemment comptabilisée, a été reprise pour un montant de 14 606 k€.

Frais de prise de participation :

Dans le cadre de prises de participation, les dispositions des articles 221-1 et 213-8 du PCG octroient une option comptable entre la possibilité de comptabiliser lesdits frais d'acquisition en charges d'une part ou de les inclure au coût d'acquisition des titres immobilisés, d'autre part.

Lors de l'acquisition des titres de participation de la société SOGESMA, notre société a opté pour l'incorporation des frais d'acquisition au coût de revient des titres immobilisés.

Compte tenu du traitement fiscal qui permet un amortissement quinquennal de ces frais, notre société a donc comptabilisé un amortissement dérogatoire de ces frais.

1.3. Stocks

Ils sont évalués suivant la méthode FIFO "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Des dépréciations des stocks sont pratiquées lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur brute.

1.4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.5. Valeurs Mobilières de Placement

Néant

1.6. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération. Les dettes et créances en devises figurent au bilan également pour leur contre-valeur en euros au cours du jour de l'opération. La différence résultant de la conversion de ces dettes et créances au cours de fin d'exercice est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision.

1.7. Autres informations

Les frais accessoires d'achats ne sont pas enregistrés dans les comptes de charges par nature, mais dans les sous-comptes de frais accessoires d'achats (compte 608... et suivants).

1.8. Notion de résultat courant et résultat exceptionnel

Les éléments présentant un caractère non récurrent et dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de la société sont inscrits dans les charges et produits exceptionnels.



2. ELEMENTS SIGNIFICATIFS

L'exercice 2015/2016 a été marqué par les éléments suivants :

- augmentation de capital non souscrite par les minoritaires dans la société TENDANCE LOC en date du 30 septembre 2016, portant la participation du Groupe GIFi à 95,10 %.
- acquisition d'une participation de 40 % dans le capital de la société S.A. Sogesma pour un montant de 24 734 K€ au 6 juillet 2016.

3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Au mois de décembre 2016, la société GIFi SAS a procédé au débouclage de contrats de couverture de change. Les opérations, portant sur un montant total de 90 000 KUSD, ont permis de générer une plus-value d'un montant de 6 182K€.

Le portefeuille des contrats de couverture de change est désormais nul.

4. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

4.1. Fonds commercial

(K€)	30/09/2016	30/09/2015
Droit au bail	-	-
Hors droit au bail :	48 981	48 981
- Eléments achetés	-	-
- Eléments reçus en apport	48 981	48 981

4.2. Actif immobilisé

(K€)	30/09/2016	30/09/2015
Valeurs brutes	394 057	358 804
Amortissements et provisions	74 986	71 205
Valeur nette	319 071	287 599



Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

Valeurs brutes (K€)	30/09/2015	Augmentation	Diminution	30/09/2016
Immobilisations incorporelles	62 718	6 501	711	68 508
Immobilisations corporelles	25 568	4 699	1 597	28 670
Immobilisations financières	270 518	26 472	110	296 879
TOTAL	358 804	37 671	2 418	394 057

Amortissements et provisions (K€)	30/09/2015	Augmentation	Diminution	30/09/2016
Immobilisations incorporelles	10 702	1 611	-	12 313
Immobilisations corporelles	18 638	3 177	414	21 400
Immobilisations financières	41 866	263	857	41 272
TOTAL	71 205	5 051	1 271	74 986

4.3. Créances représentées par des effets de commerce

(K€)	30/09/2016	30/09/2015
Clients et effets à l'encaissement	35	34

4.4. Echancier des créances

(K€)	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Actif immobilisé	11 436	37	11 398
Actif circulant et charges constatées d'avance	278 108	278 108	-
30/09/2016	289 543	278 145	11 398
30/09/2015	199 751	189 896	9 854

4.5. Valeurs mobilières de placement

La société GIFi ne détient pas d'actions propres au 30 septembre 2016.



4.6. Produits à recevoir inclus dans les postes de bilan

(K€)	30/09/2016	30/09/2015
Clients et comptes rattachés	4 778	5 944
Autres créances et disponibilités	1 793	1 048

4.7. Charges constatées d'avance

Cette rubrique ne contient que des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de l'entreprise pour un montant de 1 480 K€.

5. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

5.1. Capital social

	Nombres de titres	Capital en valeur (K€)
Réduction de capital au 20 juin 2005	104 220	708
Capital social au 30 septembre 2005	6 582 576	44 762
Capital social au 30 septembre 2006	6 582 576	44 762
Capital social au 30 septembre 2007	6 582 576	44 762
Capital social au 30 septembre 2008	6 582 576	44 762
Capital social au 30 septembre 2009	6 582 576	44 762
Capital social au 30 septembre 2010	6 582 576	44 762
Capital social au 30 septembre 2011	6 400 000	43 520
Capital social au 30 septembre 2012	6 400 000	43 520
Capital social au 30 septembre 2013	6 305 891	42 880
Capital social au 30 septembre 2014	6 129 155	41 678
Capital social au 30 septembre 2015	6 203 050	42 180
Capital social au 30 septembre 2016	6 203 050	42 180

La valeur nominale de l'action GIFi est inchangée et s'élève à 6,80 € par action.

5.2. Provisions

(K€)	30/09/2016	30/09/2015
Amortissements dérogatoires	35	-
Risques et charges	33 769	50 971
Dépréciation des immobilisations financières	-	41 866
Dépréciation des stocks	301	291
Dépréciation des créances et autres	4 475	4 398
Total	79 852	97 526



(K€)	30/09/2015	Augmentation	Diminution	30/09/2016
Amortissements dérogatoires	-	35	-	35
Risques et charges	50 971	720	17 922	33 769
Dépréciation des immobilisations financières	41 866	263	857	41 272
Dépréciation des stocks	291	301	291	301
Dépréciation des créances et autres	4 398	329	252	4 475
Total	97 526	1 649	19 322	79 852

Les provisions et dépréciations de toute nature constatées au titre des valeurs d'inventaire des filiales s'élèvent à 51 616 K€ au 30 septembre 2016 contre 65 994 K€ au 30 septembre 2015.

5.3. Détail des provisions pour risques et charges

(K€)	30/09/2016	30/09/2015
Exploitation	6 919	20 810
Financières	5	304
Exceptionnelles	26 845	29 856
Total	33 769	50 971

Les provisions pour risques et charges au 30 septembre 2016 concernent les risques liés à la situation nette de certaines filiales (6 634 K€), ceux relatifs aux litiges et contentieux (284 K€) et le risque de devoir rembourser aux filiales intégrées fiscalement les économies d'impôts comptabilisées par GIFi (26 844 K€).

Par ailleurs, une provision pour risque est comptabilisée en résultat financier pour la valeur de marché négative relative aux instruments financiers non qualifiés de couverture. Le montant s'élève à 5 K€ au 30 septembre 2016.

Les variations de l'exercice sont les suivantes :

(K€)	30/09/2015	Dotations	Reprises		30/09/2016
			Consommées	Non consommées	
Exploitation	20 810	715	14 606	-	6 919
Financières	304	5	-	304	5
Exceptionnelles	29 856	-	-	3 011	26 845
Total	50 971	720	14 606	3 315	33 769

5.4. Echancier des dettes

(K€)	Montant brut	A un an au plus	+ un an - cinq ans	A plus de cinq ans
Etablissements de crédit	50 139	13 891	30 248	6 000
Groupe et associés	79 044	79 044	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	10 418	10 418	-	-
Dettes fiscales et sociales	6 222	6 222	-	-
Autres dettes et comptes de régularisation	11 405	11 405	-	-
	30/09/2016	157 228	120 980	30 248
	30/09/2015	57 225	43 177	14 048

5.5. Dettes représentées par des effets de commerce

(K€)	30/09/2016	30/09/2015
Fournisseurs	29	36

5.6. Charges à payer incluses dans les postes du bilan

(K€)	30/09/2016	30/09/2015
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit	75	76
Fournisseurs et comptes rattachés	4 730	6 933
Dettes fiscales et sociales	4 182	4 381
Autres dettes	39	128

6. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

6.1. Ventilation du chiffre d'affaires

Ventes

(K€)	30/09/2016	30/09/2015
Aux sociétés du groupe exploitant les magasins	18 002	17 400
Aux franchisés et concessionnaires	273	322
Autres	41	61
Total	18 315	17 783

Prestations

(K€)	30/09/2016	30/09/2015
Publicité	75 213	71 666
Autres	56 041	61 311
Total	131 254	132 976

6.2. Ventilation du résultat exceptionnel

(K€)	30/09/2016	30/09/2015
Dotations nettes aux amortissements et provisions	2 977	-2 339
Résultat net sur autres opérations en capital	-217	-629
Divers	-1	-1
Total	2 759	-2 969

6.3. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

(K€)	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant	96 698	29 242	67 457
Résultat exceptionnel	2 758	-96	2 854
Participation des salariés	-1 582	-679	-903
Economie d'impôt liée à l'intégration fiscale	-	-4 058	4 058
Résultat comptable au 30 septembre 2016	97 875	24 409	73 466

6.4. Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

(K€)	30/09/2016	30/09/2015
Résultat de l'exercice	73 466	46 682
Impôts sur les bénéfices	24 409	27 695
Résultat avant impôts	97 875	74 376
Variation des provisions réglementées	-	-
Résultat avant impôts, hors évaluations fiscales dérogatoires	97 875	74 376

6.5. Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

NATURE	DEBUT EXERCICE		VARIATIONS		FIN EXERCICE	
	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF
I. DECALAGES CERTAINS OU EVENTUELS						
1 Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-
11 Provisions à réintégrer ultérieurement	-	-	-	-	-	-
- provision pour hausse des prix	-	-	-	-	-	-
12 Provisions à réintégrer éventuellement	-	-	-	-	-	-
13 Provisions libérées sous condition d'emploi	-	-	-	-	-	-
- provision pour investissement	-	-	-	-	-	-
14 Amortissements dérogatoires	-	-	-	-	-	-
2 Subventions d'investissement	-	-	-	-	-	-
3 Charges non déductibles temporairement	-	-	-	-	-	-
31 A déduire l'année suivante	-	-	-	-	-	-
- congés payés (ancien régime)	-	-	-	-	-	-
- autres	1 794 474	-	1 652 457	1 794 474	1 652 457	-
32 A déduire ultérieurement	-	-	-	-	-	-
- provisions pour retraite	-	-	-	-	-	-
- 151819 Provisions pour allègement IS	29 856 389	-	-	3 011 511	26 844 878	-
- 155000 Provisions pour impôt	-	-	-	-	-	-
- Dépréciation titres de participation	32 570 180	-	90 000	856 698	31 803 483	-
- 590800 Dépréciation VMP	47 531	-	-	47 531	-	-
- autres	296 958	-	301 091	296 958	301 091	-
4 Produits non taxables temporairement	-	-	-	-	-	-
- plus-values nettes à court terme	-	-	-	-	-	-
- Intérêts de retard	-	36 584	1 926	17 602	-	52 260
- plus-values de fusion	-	-	-	-	-	-
- plus-values à long terme différées	-	-	-	-	-	-
5 Charges déduites (ou produits imposés) fiscalement et non encore comptabilisées (à ventiler (3))	-	303 982	713 652	5 024	404 646	-
TOTAL	64 565 532	340 566	2 759 127	6 029 798	61 006 555	52 260
II. ELEMENTS A IMPUTER						
1 Déficit reportables fiscalement	-	-	-	-	-	-
2 Moins-values à long terme	-	-	-	-	-	-
3 Autres	-	-	-	-	-	-
III. ELEMENTS DE TAXATION EVENTUELLE						
1 Plus-values sur éléments d'actif non amortissables apportés lors d'une fusion	-	205 966 956	948 017	-	-	205 018 939
2 Réserve spéciale des plus-values à long terme	-	-	-	-	-	-
3 Réserve spéciale des profits de construction	-	-	-	-	-	-
4 Autres	-	-	-	-	-	-

7. ENGAGEMENTS HORS BILAN

7.1. Dettes garanties par des sûretés réelles

(K€)	30/09/2016	30/09/2015
Garantie GIFI SAS sur filiales	41 008	40 841
	-	40 000
Sûretés réelles consenties par la société GIFI	(utilisation réelle 0)	(utilisation réelle 0)

7.2. Engagements de retraite

En application de l'article 9 du Code du commerce, le montant des engagements de l'entreprise en matière d'allocation de fin de carrière des salariés a été calculé à la clôture de l'exercice.

Elles sont assujetties aux charges sociales.

Le calcul de l'indemnité a été effectué en respectant les dispositions de la Convention Collective applicable à l'entreprise, et en fonction des critères suivants concernant les salariés :

- Prise en compte des facteurs de rotation du personnel : selon la table du turnover en fonction de l'âge ;
- Prise en compte des facteurs de mortalité (table TV/TD 2010-2012 pour les sociétés françaises) ;
- Age de départ en retraite des salariés à 67 ans ;
- Taux d'actualisation (OAT TEC 30 ans) : 0,974% (OAT TEC 30 ans utilisé au 30/09/2015 : 1,901%) ;
- Taux de croissance annuel des salaires : 2,10% en moyenne

Conformément au choix offert à l'entreprise par la loi, les indemnités de fin de carrière n'ont pas été comptabilisées et figurent pour information dans la présente annexe.

Engagements de retraite (en K€)	30/09/2016	30/09/2015
Dettes actuarielles des droits acquis	1 135	845

7.3. Autres engagements donnés

(K€)	30/09/2016	30/09/2015
Achat à terme US dollars contre valeur de l'engagement en K€	78 629	35 577
Autres options de change US dollar contre valeur en K€	-	-
Redevances crédit-bail mobilier	Non significatif	Non significatif



Conformément à l'acte de cession de parts de la SARL Château de Saint Sylvestre en date du 24 juillet 2015, GIFI SAS s'engage à assurer un chiffre d'affaires d'un million d'euros hors taxes par an pendant une période de douze ans à la SARL Château de Saint Sylvestre.

7.4. Engagements reçus

(K€)	30/09/2016	30/09/2015
Abandons de créances et subventions avec clause de remboursement	-	-
Cautionnements	-	-

7.5. Instruments financiers

Au 30/ septembre 2016, la société détient 90 000 KUSD achetés à terme avec des échéances comprises entre le 9 mars 2017 et le 24 mars 2017 à un cours compris entre 1,1238 et 1,1249. Ces achats à terme répondent à un objectif de couverture économique des achats en dollars de la société.

7.6. Eléments concernant les entreprises liées et les participations

(K€)	30/09/2016	30/09/2015
Avances et acomptes sur immobilisations	-	-
Participations (valeurs brutes)	285 443	260 619
Créances rattachées à des participations (valeurs brutes)	11 385	9 837
Prêts, avances, compte courant	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes (actif circulant)	-	10
Créances clients et comptes rattachés	31 018	41 426
Autres créances et comptes courants	237 686	142 808
Capital souscrit appelé non versé	-	-
Emprunts obligataires convertibles	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-
Emprunts et dettes financières divers	79 044	1 104
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	9 072	133
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 091	629
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	1	-
Produits de participation	20 300	1 114
Autres produits financiers	909	814
Charges financières	29	13

Au 30 septembre 2016, la société Groupe Philippe Ginestet a été incluse dans le tableau



8. AUTRES INFORMATIONS

8.1. Effectif moyen

	30/09/2016	30/09/2015
Cadres	120	113
Employés	243	231
Total	363	344

8.2. Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Un produit à recevoir relatif au CICE a été comptabilisé au crédit des charges du personnel pour un montant de 467 432 €.

Ce montant correspond à la quote-part du crédit d'impôt calculé sur les rémunérations versées à la date de clôture de l'exercice.

Ce crédit d'impôt est destiné à accompagner et conforter la politique d'investissement de la société, et de ses filiales, en matière de croissance et de rénovation du réseau de magasins de l'enseigne GIFI, de ses sites logistiques et de ces outils informatiques.

Ce CICE permet de renforcer cette politique afin d'améliorer la compétitivité commerciale et de développer l'emploi au travers de l'ouverture de ses magasins et du renforcement de ses structures administratives et opérationnelles.

8.3. Contrat de générations

Un accord est en place, conformément aux dispositions légales.

8.4. Intégration fiscale

La société GIFI a conclu avec ses filiales une convention d'intégration fiscale. Selon cette convention, la société GIFI supporte seule les conséquences des neutralisations fiscales du résultat d'ensemble et constate en résultat les économies d'impôt résultant des déficits fiscaux éventuels de ses filiales. Par ailleurs, les filiales constatent la charge d'impôt sur les sociétés qu'elles auraient constatée en l'absence d'intégration fiscale. Sur l'exercice, la société GIFI a ainsi bénéficié, après retraitement des provisions intra groupe, d'une économie d'impôt nette de 4 288 K€ (y compris les contributions additionnelles).

Au 30 septembre 2016, le montant cumulé de l'économie d'impôt que GIFI serait potentiellement amené à reverser aux filiales, redevenant bénéficiaires, s'élève à 26 845 K€ (y compris les contributions additionnelles).

Le risque que GIFI doive rétrocéder à ses filiales, devenues bénéficiaires, l'usage de leurs déficits transmis dans le cadre de la convention d'intégration fiscale a été provisionné conformément à l'avis 2005-G du Comité d'Urgence du CNC.

8.5. Litiges

Litige avec la société Gédis

Par arrêt de la Cour d'Appel d'Amiens rendu le 20 novembre 2012, le jugement du 29 décembre 2009 du Tribunal de Commerce d'Amiens dans l'affaire GEDIS a été infirmé.

Par conséquent, la société GEDIS a restitué à GIFI la somme de 1 920 000 € que cette dernière avait versée après le jugement du 29 décembre 2009.

Les écritures comptables en découlant ont été enregistrées sur l'exercice clos le 30 septembre 2013.

La partie adverse a formé un pourvoi ; L'arrêt de la cour de Cassation du 14 octobre 2014 a cassé l'arrêt rendu le 20 novembre par la cour d'Appel d'Amiens.

Toutefois l'absence de résolution du protocole d'accord du 31 mai 2005 est définitivement confirmée, au même titre que le montant de la créance à titre chirographaire (250 K€) détenue par GIFI DIFFUSION sur la procédure collective de GEDIS ;

Sur les autres points l'affaire revient devant la Cour d'Appel d'Amiens autrement composée.

GIFI DIFFUSION a restitué à DIDEROT HOLDING la somme de 51 500 euros dont 1 500 euros au titre de l'article 700 du CPC. Nonobstant cette circonstance, les comptes clos le 30 septembre 2016 comprennent une provision sur risque.

La totalité de l'information exigée par IAS 37 n'est pas fournie, GIFI estimant que cette information est susceptible d'être préjudiciable au Groupe dans le procès en cours.

Litige avec la société CROCS

La douane a procédé, de mars à mai 2009, à diverses saisies aussi bien en magasins qu'en entrepôt, d'un modèle de sabot en plastique, vendu par l'enseigne GIFI, copie servile du modèle dénommé Cayman ou Beach, déposé (au niveau communautaire) par la société CROCS.

La société CROCS a déposé plainte - au pénal - pour contrefaçon de modèle déposé. La douane a de son côté dressé un procès-verbal d'infraction pour "importation de marchandise prohibée sans déclaration préalable".

Une information judiciaire a été ouverte par le parquet ; GIFI DIFFUSION a introduit un recours en annulation devant l'OHMI du modèle déposé par CROCS et obtenu l'invalidité du modèle.

La société CROCS a saisi la CJCE d'un recours contre cette décision.

GIFI DIFFUSION a de son côté décidé d'introduire une action en demande de mainlevée de la saisie opérée par la Douane.

Le tribunal correctionnel dans le cadre de l'action fiscale menée par la douane a renvoyé l'affaire au mois de décembre 2016.

Nonobstant cette circonstance, les comptes clos le 30 septembre 2016 comprennent une provision pour risque.

La totalité de l'information exigée par IAS 37 n'est pas fournie, GIFI estimant que cette information est susceptible d'être préjudiciable au Groupe dans le procès en cours.



8.6. Tableau concernant les filiales et participations

A - RENSEIGNEMENTS DETAILLES CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société non remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés durant l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
1 - Filiales (plus de 50 % du capital détenu)											
SL GIFIES	3 010	-8 240 831	100,00%	3 010	-	2 140 134	-	746 731	-400 972	-	-
GIFI MANAGEMENT	37 000	-11 830	100,00%	37 000	37 000	-	-	-	-912	-	-
FIGI	10 000	-1 677 910	85,55%	319 488	-	512 000	-	-	-	-	-
GIFI DIFFUSION	108 909 389	51 290 274	100,00%	108 909 396	108 909 396	-	-	517 596 715	13 077 304	20 000 000	-
GIFI MAG	104 342 108	-41 555 936	100,00%	140 418 204	119 421 737	-	-	887 225 089	-5 143 282	-	-
GIFI FORMATION	1 000	173 715	100,00%	1 000	1 000	-	-	702 779	22 744	-	-
MAISON JORDAENS	4 591 123	-5 102 193	99,95%	10 222 066	-	90	-	5 408 030	322 598	-	-
GW CONCEPT	54 000	308 629	100,00%	520 143	520 143	-	-	-	-	-	-
MD DESTOCK	8 000	-396 196	51,00%	40	-	50 000	-	-	-	-	-
D. DROGENBOS	18 600	-703 722	99,95%	18 590	-	279 963	-	862 861	-54 726	-	-
D. LOMMEL	18 600	-555 292	99,95%	18 590	-	309 660	-	-	-	-	-
D. GENK	18 600	-1 364 255	99,95%	18 590	-	291 363	-	922 769	-206 979	-	-
D. HASSELT	18 600	-506 954	99,95%	18 590	-	264 642	-	-	-1 153	-	-
D. JEPPEL WAREGEM	18 600	-702 744	99,95%	18 590	-	134 796	-	-	-	-	-
D. OOSTENDE	18 600	-1 306 892	99,95%	18 590	-	162 260	-	616 480	31 316	-	-
D. DENDERMONDE	18 600	-887 624	99,95%	18 590	-	127 864	-	-	-	-	-
D. A.ARTSELAAR	18 600	-1 522 720	99,95%	18 590	-	573 101	-	498 257	62 947	-	-
D. JEMAPPE	18 600	-595 933	99,95%	18 590	-	250 165	-	2 632 201	-325 973	-	-
IDEBELGIUM	195 787	-16 505 945	99,95%	1	-	4 204 566	-	340 955	-60 713	-	-
TENDANCE LOC	100 000	73 856	95,10%	95 100	-	2 084 217	-	259 443	-200 785	-	-
2 - Participations (de 10 à 50 % du capital détenu)											
SOGESMA	3 161 244	43 358 097	40,00%	24 733 887	24 733 887	0	-	206 806 535	1 289 233	0	Demier bilan connu 31/12/2015 Donnée consolidées
B - RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR											
1 - Filiales non reprises en A :											
a) françaises											
b) étrangères											
1 - Participations non reprises en A :											
a) françaises											
b) étrangères											



GIFI

Société par Actions Simplifiée au capital de 42 180 740 €
Siège social : Zone Industrielle La Boulbène
47300 VILLENEUVE SUR LOT

347 410 011 RCS AGEN

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 23 MARS 2017

... / ...

Troisième résolution – Affectation du résultat

L'assemblée générale, sur proposition du Directoire, décide de répartir et d'affecter comme suit le résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2016 qui se traduit par un bénéfice de 73 466 461 € :

Aux actionnaires, à titre de dividende, Soit 4,25 € par action.....	26 362 963 €
et le solde, soit..... au compte « autres réserves ».	47 103 498 €

Le dividende serait mis au paiement à compter du 5 avril 2017.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents et le montant des revenus distribués au titre de ces mêmes exercices éligibles à la réfaction mentionnée au 2° du 3 de l'article 158 du Code susvisé, ainsi que celui des revenus distribués non éligibles à cette réfaction, ont été les suivants :

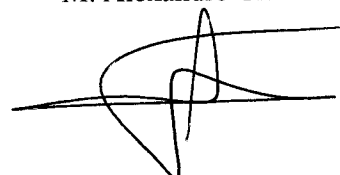
Exercice	Coupon net en €	Montant éligible à la réfaction *	Montant non éligible à la réfaction
2012/2013	11 188 285,20	11 188 285,20	
2013/2014	9 193 732,50	9 193 732,50	
2014/2015	15 507 625,00	15 507 625,00	

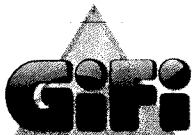
* Selon les conditions de l'article 158 du CGI

... / ...

Cette affectation a été adoptée à l'unanimité lors de l'assemblée générale du 23 mars 2017.

Le Directeur Général
M. Alexandre GINESTET





des idées de Génie !

GIFI

SAS au capital de 42 180 740 €
Zone Industrielle La Boulbène
47300 VILLENEUVE SUR LOT
347.410.011 RCS AGEN
Tel : 05 53 40 51 95

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
Service du Registre du Commerce et des Sociétés
6 rue Lomet
47000 AGEN

Villeneuve sur Lot, le 14 avril 2017

Objet : dépôt des comptes annuels
exercice clos le 30 septembre 2016

Madame, Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint les éléments relatifs au dépôt des comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2016, à savoir :

- 1 exemplaire de l'affectation du résultat,
- 1 exemplaire du bilan,
- 1 rapport des Commissaires aux comptes,
- 1 chèque de 45,48 € libellé à l'ordre du GTC d' Agen.

Vous souhaitant bonne réception de notre dossier,

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de mes salutations distinguées.

Evelyne BÉADE
Service Juridique